

# Mentions légales

En vigueur au 20/03/2023

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des utilisateurs et visiteurs, ci-après l' « **Utilisateur** », du site <https://etude-rivoal.notaires.fr> , ci-après le « **Site** », les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le Site par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le Site à la rubrique « **Mentions légales** ».

## ARTICLE 1 - L'EDITEUR

L'édition du Site est assurée par Brittiz Solutions SAS au capital de 1000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Libourne sous le numéro 879487643 dont le siège social est situé au 247, route de Pantin - 33420 Moulon,  
Numéro de téléphone +33631394204,  
Adresse e-mail : [contact@brittiz-solutions.fr](mailto:contact@brittiz-solutions.fr).  
N° de TVA intracommunautaire : FR85879487643  
Le Directeur de la publication est Clothilde Titouh  
ci-après l'« **Editeur** ».

## ARTICLE 2 - L'HEBERGEUR

L'hébergeur du Site est la société o2Switch au capital de 100000€ ayant son siège social

Chemin des Pardiaux Clermont-Ferrand (63000) FRANCE  
Siret 510 909 80700032  
N° de TVA FR35510909807  
Tel +33 (0) 4 44 44 60 40

## ARTICLE 3 - ACCES AU SITE

Le Site est accessible en tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension du Site, l'Editeur ne saurait être tenu responsable.

## ARTICLE 4 - COLLECTE DES DONNEES

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du Site, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.